



LETTRE D'INFORMATION ERNS 19 – AOÛT 2019

Avant-propos

L'ERNS 19 occupe de nombreux états-majors fédéraux et cantonaux depuis plusieurs mois. En ma qualité de cheffe du DDPS, les travaux de planification minutieux de l'armée ne m'ont pas échappé. J'ai conscience que la police (fedpol, EM Cond P), le SRC, l'État-major fédéral Protection de la population et tous les états-majors de conduite cantonaux ainsi que la CCPCS et les organes de conduite des polices cantonales y travaillent aussi intensément.

Si l'ERNS 19 est pris au sérieux, c'est parce que l'ensemble de ses acteurs sait pertinemment qu'une menace d'une telle portée représente un défi considérable. La collaboration étroite entre les deux niveaux étatiques est capitale pour la protection de la population et des institutions suisses en cas de crise. Une sensibilisation a eu lieu à chaque échelon. Ainsi, tous les acteurs chargés d'assurer la sécurité de la Suisse sont fin prêts.

Cette année, le Conseil fédéral vise notamment à réaliser les objectifs de l'ERNS 19. Le succès de cet exercice repose sur les efforts déployés par toutes les personnes impliquées.

Je remercie sincèrement tous les participants à l'exercice pour leur engagement et j'ai hâte d'observer le déroulement de l'exercice-cadre d'état-major à la mi-novembre.



*Viola Amherd,
conseillère fédérale
Cheffe du DDPS*

État du projet ERNS 19

Police, protection de la population, armée, Confédération et cantons: tous les partenaires impliqués dans l'ERNS 19 ont fourni un travail intensif sur la base des scénarios. Aucun signe de relâchement n'a été constaté; les attentes quant au développement de la situation restent des plus hautes. Du fait des indices établis quant aux motivations et aux capacités de l'organisation terroriste fictive GLF, le scénario possède assez de ressorts pour mettre à l'épreuve tous les partenaires prenant part au projet.

Le projet se poursuit selon les délais. La troisième réunion du Groupe Sécurité, en cercle élargi, s'est tenue le 24 avril et le troisième dialogue opérationnel, le 25 avril 2019. Ce dernier, dirigé par fedpol et l'État-major de conduite de la police, a notamment permis d'évaluer une plateforme inédite. Pour juger de son utilité en cas de crise persistante, les expériences des participants sont recueillies et évaluées.

Mené par Christian Hirschi, le groupe de travail Scénario prépare en ce moment le rapport de situation 4. Comme à l'accoutumée, le SRC a encore développé le niveau de la menace. La police, l'armée et la protection de la population doivent ainsi réfléchir à leur manière de réagir dans

ce contexte. La tâche n'est pas simple, car il faut prévoir des mesures adéquates. Toutefois, de par sa qualité, le rapport de situation permet aux organisations impliquées d'analyser le scénario, puis d'identifier les exigences en matière de coordination. De cette manière, les interfaces entre les partenaires de l'exercice peuvent être ajustées en permanence. Les travaux dans le cadre du rapport de situation ne sont pas vains: ils permettent de mieux se préparer à de réelles situations de crise.

Le groupe de travail Scénario poursuit la création du canevas. Il est divisé en trois sous-groupes, chargés de réaliser les intrigues dans leurs détails. Définies dans le concept détaillé, ces intrigues sont: propagande et le chantage politique, sabotage d'infrastructures critiques, et finalement, dégradation de la situation sécuritaire dans l'espace public. Le premier sous-groupe est géré par Peter Frey, responsable du sous-projet Communication de crise; le second, par Christoph Stotzer, responsable suppléant du sous-projet Protection de la population, et le troisième, par Hans Baltensperger, coresponsable du sous-projet Police. L'ensemble du groupe est coordonné par Christian Hirschi, soutenu par Frédéric Haas en tant que spécialiste Scénario.



Photo: VBS/DDPS.

La mise en œuvre du concept de régie bat aussi son plein. Sous la supervision de Pierre Schuwey, chef Régie, les responsables du domaine se réunissent mensuellement pour s'assurer que cette unité sera opérationnelle dès début novembre à la caserne de Berne. C'est elle qui chapeautera les autres organisations impliquées.

Par ailleurs, les échelons politiques de la Confédération et des cantons participent également à l'ERNS 19. On comprendra que les hautes instances politiques et les magistrats, pour qui le véritable exercice, prévu en novembre, est encore loin, ne s'impliquent dans un premier temps que de manière sporadique dans la phase de préparation analytique de l'ERNS 19. En revanche, le Conseil fédéral s'est déjà attelé au travail depuis le 22 mars. Il a ainsi mandaté la cheffe du DFJP pour le projet. Du côté des cantons, l'ERNS 19 bénéficie de l'engagement de la CCDJP ainsi que de la CG MPS. Ayant traité du sujet pour la première fois lors de sa réunion de mars dernier, le Comité de la CCDJP a examiné les principales questions liées à la coordination entre les cantons dans le cadre de sa séance du 24 juin, à laquelle était invitée la direction de l'exercice. D'une part, il s'agit de garantir la coordination entre la Confédération et les cantons, élé-

ment important de la politique nationale, d'autre part, les cantons veulent eux aussi contribuer au bon fonctionnement, en cas de crise, de facteurs de réussite critiques tels que la communication de crise et le suivi coordonné de la situation.

À l'occasion de sa séance du 28 juin, le Comité de la CG MPS a repris les questions posées lors du rapport final de l'ERNS 14, notamment celle traitant de comment optimiser davantage la coordination nationale.



*Bernhard Wigger
Chef de projet ERNS 19
Dr. phil., Responsable de
l'équipe chargée des exercices
du Réseau national de sécurité*

Les 2 exercices associés à l'ERNS 19

Comme indiqué dans notre première lettre d'information de novembre 2018, l'ERNS 19 est associé à 2 autres exercices qui se dérouleront également en novembre 2019, en parallèle de l'exercice d'état-major. Le chef de projet et directeur de l'exercice général d'urgence 2019, Monsieur Daniel Rebetez, vous présente ci-dessous l'EGU 19 en détail. Ensuite, au travers de l'interview réalisée avec le Conseiller d'Etat Monsieur Mauro Poggia, vous obtiendrez de plus amples informations sur les risques NRBC et leur lien étroit avec la menace terroriste qui sont au cœur du second exercice associé.

Exercice général d'urgence 2019 (EGU 19)

L'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) procède tous les deux ans à un exercice général d'urgence (EGU), de concert avec une centrale nucléaire et ses partenaires des services de la protection en cas d'urgence. Cette année, c'est la centrale nucléaire de Beznau qui sera au cœur de l'EGU 19, qui est associé à l'exercice du Réseau national de sécurité 2019 (ERNS 19).

Conformément à l'ordonnance du 14 novembre 2018 sur la protection en cas d'urgence au voisinage des installations nucléaires, l'OFPP est chargé de procéder tous les deux ans à un exercice général d'urgence, en accord avec les exploitants de centrales nucléaires, l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN), la Centrale nationale d'alarme (CENAL), MétéoSuisse, le Groupement Défense et les cantons. Dans une directive, l'IFSN règle à quelle fréquence les exploitants d'installations nucléaires doivent procéder aux différents exercices d'urgence.

Le Conseil fédéral a décidé que cette année, l'ERNS 19 et l'EGU 19 se dérouleraient en parallèle: les deux exercices seront donc coordonnés. Les directions de l'ERNS 19 et de l'EGU 19 prendront leurs quartiers à la caserne de Berne et utiliseront le même système de pilotage. Le scénario de l'EGU 19, qui prévoit un grave dysfonctionnement dans une centrale nucléaire induisant des émissions radioactives, sera développé de sorte à ne pas trop affecter le déroulement de l'ERNS 19.

Les centrales nucléaires suisses obéissent à des normes de sécurité très élevées et ont obtenu un excellent résultat au test de résistance de l'Union européenne effectué après l'accident survenu à Fukushima. Néanmoins, cet exercice général d'urgence repose sur l'hypothèse que toutes les précautions de sécurité et les mesures de gestion des accidents ne peuvent empêcher les émissions radioactives issues de la centrale nucléaire endommagée.

Cette hypothèse, bien que très improbable, permet de mettre à l'épreuve les mesures de protection prévues pour un tel événement. Il s'agit notamment de tester les processus de communication établis entre les partenaires des services de la protection en cas d'urgence et de s'assurer que l'alerte ainsi que l'alarme à la population, avec les consignes de comportement correspondantes, fonctionnent sans heurts. En outre, dans le cadre de l'exercice, il convient d'établir des prévisions concernant les radiations escomptées; le service de mesure de la radioactivité détermine ensuite la contamination réelle. Les autorités fédérales, notamment l'État-major fédéral de protection de la population, ainsi que les cantons concernés, ont besoin de ces résultats pour identifier les problèmes et évaluer la situation.

Pendant l'EGU 19, des observateurs accompagneront les partenaires des services de la protection en cas d'urgence. Ils ont pour tâche de vérifier si les objectifs fixés sont atteints. Ils indiquent ensuite dans un rapport final quels sont les processus concluants et ceux qui peuvent encore être optimisés.

L'EGU 19 n'est pas un exercice spectaculaire, dont le scénario prévoit par exemple un fort dégagement de fumée et de nombreux blessés ou morts. Ce sont surtout les états-majors d'urgence et de conduite qui s'efforceront de maîtriser l'incident hors de la centrale nucléaire, avec pour objectif de protéger au mieux la population affectée. Toutefois, si vous écoutez l'une des stations de radio nationales dans la nuit du 13 au 14 novembre 2019, vous entendrez une annonce concernant l'EGU 19, diffusée par l'une des stations radio d'urgence intégrées à l'exercice.



Bild: VBS/DDPS.



*Daniel Rebetez, chef du projet et directeur de l'exercice EGU 19
Chef de section au sein de l'Office fédéral de protection de la population OFPP*

Exercice NRBC Genève-France

Interview du Conseiller d'Etat Monsieur Mauro Poggia

Monsieur Mauro Poggia, en sa qualité de Conseiller d'Etat du département de la sécurité, de l'emploi et de la santé, est responsable de ce dossier.



En marge de l'exercice ERNS 19, se pose la question de la problématique NRBC (Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique), une menace lointaine mais pourtant réelle. Genève, comme tous les cantons suisses, peut compter sur un coordinateur NRBC à qui revient la mission non seulement d'évaluer les risques mais aussi de proposer des pistes pour y faire face.

1. Quelle est l'expérience du canton de Genève dans la pratique d'exercices tels que le NRBC? Et collabore-t-il avec la France voisine?

Si les services d'intervention s'entraînent et se forment régulièrement dans plusieurs domaines dont celui du NRBC, aucun exercice coordonné n'a eu lieu sur le territoire genevois. Cet état de fait sera corrigé en novembre prochain avec une série d'exercices de terrain portant sur cette problématique. Cet exercice transfrontalier NRBC impliquera les troupes de défense NRBC de la Confédération, les corps de sapeurs-pompiers français et le dispositif opérationnel cantonal.

2. Comment la menace NRBC a-t-elle évolué ces dernières années? Quelles sont les projections quant aux risques NRBC? Des analyses de risques ont-elles été réalisées au vu du contexte international de Genève (aéroport, ONG, OI, frontière avec la France)?

Il convient de différencier ce qu'on entend par menace. S'agit-il du risque d'accident provoqué par une défaillance technique, humaine ou naturelle? d'acte malveillant ou terroriste? de phénomènes naturels ou climatiques favorisant l'émergence de telles menaces?

De manière générale, et en particulier après l'accident de Fukushima en mars 2011, une prise de conscience natio-

nale et cantonale s'est faite autour des risques technologiques. Les mesures de prévention ont été prises, voire accentuées (telles que pour les risques d'accident ferroviaire chimique, ou le risque nucléaire).

La menace terroriste, quant à elle, n'a eu cesse d'augmenter envers les pays occidentaux depuis l'émergence de l'Etat islamique. Sa disparition géographique entraînera potentiellement une nouvelle augmentation des velléités terroristes de cette idéologie à travers la dispersion de ses adhérents.

La numérisation et la digitalisation exponentielles de nos sociétés entraînent à la fois une vulnérabilité croissante de nos réseaux mais aussi la possibilité toujours plus grande pour les groupes criminels ou terroristes, en particulier ceux qui avaient déjà un profil scientifique spécialisé avant leur radicalisation, de contourner les législations nationales pour se procurer des substances NRBC (par exemple sur le « dark net »).

En 2018, le canton de Genève a mis à jour son analyse des risques Kataplan en prenant en compte ces derniers développements ainsi que les infrastructures critiques mentionnées

3. Quelles sont les attentes du canton de Genève envers la Confédération?

Les attentes du canton de Genève vis-à-vis de la Confédération se situent aux niveaux suivants:

- ▶ Préventif: avec le renforcement des législations idoines (ex. transport de marchandises dangereuses), en collaboration avec les pays de l'UE
- ▶ Préparatoire: avec, par exemple, l'actualisation des scénarios de référence, la mise sur pied d'un point de contact unique pour les problématiques NRBC et le suivi scientifique des développements cités plus haut
- ▶ Opérationnel: avec la mise à disposition des cantons de prestations (matériel, personnel, organisation) rapides grâce à un point d'entrée unique.

4. Pour le Conseil d'Etat genevois, quels seraient les défis et les points critiques d'une attaque terroriste de type NRBC à Genève?

Une attaque terroriste de type NRBC sur le canton de Genève aurait un retentissement mondial, non seulement

en raison de l'internationalité de notre ville, mais aussi car il s'agirait du premier acte de ce type commis par des terroristes dans un pays occidental. En effet, nous savons, grâce à plusieurs attaques déjouées, que certains groupes et individus terroristes ont cet objectif de semer la terreur dans nos sociétés à l'aide de moyens non conventionnels.

Les défis et points critiques seraient donc, comme dans tout acte terroriste, mais encore davantage lorsqu'il est commis à l'aide de moyens NRBC, de gérer la communi-

cation vis-à-vis de la population et la terreur ainsi diffusée. En fonction du type d'acte commis, la problématique de la décontamination, en particulier en milieu hospitalier, constituerait aussi un défi majeur.

Pour conclure, Genève, en raison de sa position stratégique internationale et la présence de nombreuses infrastructures critiques dans son environnement, est exposé à tous les types de risques NRBC.

Que va-t-il se passer en novembre ?

Le mois de novembre est en quelque sorte l'aboutissement de l'ERNS 19. La transition de la phase de préparation à celle de la pratique de l'exercice sera introduite par la conférence de presse organisée le 31 octobre 2019. Madame la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, ainsi que le président de la CCDJP, le Conseiller d'État Urs Hofmann, le vice-président de la CCPCS, Monsieur Varone et le directeur de l'exercice ERNS 19, Monsieur Käser, nous présenteront le cadre de l'exercice aux différents médias qui auront ensuite l'occasion de leur adresser leurs questions. Un communiqué de presse sera publié en aval de la conférence de presse.

La semaine suivante, le 4 novembre 2019, aura lieu la manifestation d'ouverture de l'ERNS 19. Cet événement est une étape clé pour les participants à l'exercice. Après la présentation du but principal et des différents objectifs, les grandes lignes de l'exercice leur seront décrites en termes de contenu et d'organisation. Grâce à ce contexte initial introduit une semaine avant le début de l'exercice, les participants pourront réaliser les derniers préparatifs qui leur sont nécessaires. L'ERNS 19 débutera le 11 novembre 2019 à 08h00 et prendra fin le 13 novembre à 12h00. Ces 52 heures d'exercice vont permettre de mettre à l'épreuve les structures et processus de sécurité en vigueur en Suisse en cas de menace terroriste durable. L'ERNS 19 offre l'opportunité aux quelques 75 organisations inscrites (états-majors, services fédéraux, cantons, et même quelques villes) de non seulement tester leur gestion de la crise en état d'urgence mais également d'évaluer la collaboration entre ces différentes forces de sécurité dans un contexte de terrorisme très tendu. L'ERNS 19 est en somme un projet de politique de sécurité commun à la Confédération et aux cantons, ayant pour objectif de renforcer la cohésion de la défense nationale contre le terrorisme. S'inscrivant dans une même perspective, les 2 exercices parallèles précités seront associés à l'ERNS 19. L'intégration de ces 2 exer-



© Chancellerie fédérale

cices représente un défi supplémentaire pour les participants y prenant part. L'exercice EGU 19 débutant le 13 novembre, la charge de travail de certains états-majors participants à l'ERNS 19 se verra momentanément multipliée.

LETTRE D'INFORMATION ERNS 19 – AOÛT 2019

Alors que les participants pratiqueront depuis leurs emplacements de travail habituels, la direction de l'exercice œuvrera au travers d'une régie ad-hoc mise en place à la caserne des troupes bernoises à Berne. Composée des cellules Suivi de la situation, Scénario, Contact, Médias et Evaluation, la régie assura la conduite et le pilotage de l'exercice. Au cours de l'exercice, des délégations seront invitées à visiter la direction de l'exercice leur offrant un aperçu concret de l'intérieur de l'exercice. Le 13 novembre, les intéressés pourront également assister dans le stade de Genève au Live Exercise organisé par le NRBC conjointement avec la France.

Le 21 novembre 2019, une semaine après la fin de l'exercice, la manifestation de clôture marquera la fin officielle des activités de novembre. Cette cérémonie offrira un premier aperçu de ce qui s'est passé durant l'exercice. Les décideurs principaux, qui auront participé à l'exercice, feront part de leurs impressions et de leurs premières constatations. Les résultats ainsi obtenus donneront aux services et organisations impliqués des indications sur les possibilités d'améliorer leur capacité de réaction, de



Régie mise en place pour l'exercice de conduite stratégique 2017 (ECS 17)

conduite et d'action. La journée de clôture de l'ERNS 19 est donc une étape importante à franchir pour procéder à l'établissement du rapport final prévu pour le second semestre de 2020. Un communiqué de presse sera publiée suite à cette dernière.

Principales dates de l'ERNS 19

- ▶ Conférence de presse :
jeudi **31 octobre 2019**
- ▶ Manifestation d'ouverture :
lundi **4 novembre 2019**
- ▶ Exercice d'état-major :
lundi **11 novembre 2019**, 8h00,
en continu jusqu'au
mercredi **13 novembre 2019**, 12h00
- ▶ Exercice général d'urgence 2019 :
du **12 au 14 novembre 2019**
- ▶ Exercice NRBC Genève-France :
du **11 au 13 novembre 2019**
- ▶ Manifestation de clôture :
jeudi **21 novembre 2019**

Contactez la direction de l'exercice
058 480 78 86
svu19@gs-vbs.admin.ch